



DOSSIER DE PRESSE

GROUPE GIRONDE AVENIR

LUNDI 12 FÉVRIER 2024

RÉARBITRAGE DU BUDGET 2024

Un contexte budgétaire inédit

Un **contexte national** tendu, qui impacte toutes les collectivités :

- Une crise immobilière et en conséquence, une baisse des DMTO
- Une dynamique ralentie de la TVA

En Gironde, au contexte national, s'ajoute un **manque d'anticipation** :

- Une projection à 415 millions d'€ de DMTO en Gironde pour 2024, soit **- 20%** entre 2023 et 2024
- Une **surestimation** de l'évolution des DMTO de la part de l'exécutif départemental en 2023 de l'ordre de 100 millions

Fin de l'effet d'aubaine

- Une chute de l'épargne brute (37 millions d'€ prévus en 2024 quand l'exécutif prévoyait 101,7 millions au BP 2023) qui traduit une **dégradation de la capacité d'autofinancement** de notre collectivité

Une évolution du taux d'encours de la dette **inquiétante** :

- A fin 2023, l'encours de la dette atteint quasiment **1 MILLIARD d'€**
- Un indicateur qui a connu une hausse de 50 % en 5 ans

RÉARBITRAGE DU BUDGET 2024

Favoriser la sobriété sur la partie fonctionnement et faire des économies sur :

- Les dépenses de communication
- Les charges à caractère général
- Les charges externalisées de l'ensemble des satellites

➤ Demandes de Gironde Avenir

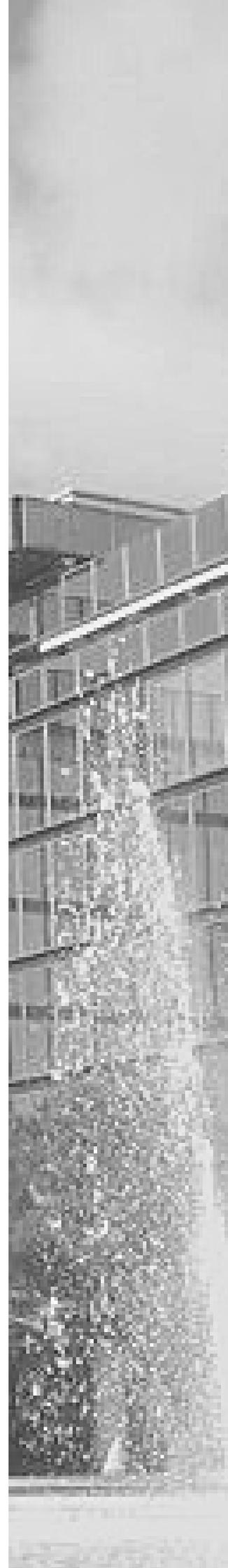
- Mener une évaluation budgétaire précise **sur l'ensemble des satellites** du Conseil départemental (Gironde Tourisme, Gironde Ressources, Gironde Numérique, IDDAC, ...)
- Faire un **bilan** consolidé des dépenses de communication et le transmettre à **Gironde Avenir**



Encourager les politiques d'investissement, levier du développement économique

➤ Demandes de Gironde Avenir

- **Maintenir les niveaux d'investissement** en opérant un lissage annuel du financement des projets



RÉARBITRAGE DU BUDGET 2024

Ne pas opérer une coupe mécanique et uniforme (*par exemple, pour l'aide aux communes*)

➤ Demandes de Gironde Avenir

Nécessité de pouvoir se référer à des **critères objectifs** pour présider les réarbitrages :

- La création d'une grille de lecture transparente
- La réévaluation des critères utilisés jusqu'alors avec le Coefficient De Solidarité (CDS)

Assurer les engagements contractuels

- **Gironde Avenir** n'acceptera pas de renoncement départemental sur les territoires les plus fragiles et là où il y a eu une contractualisation départementale
-

L'IMPÉRATIF DE SE RECENTRER SUR LES SOLIDARITÉS HUMAINES ET TERRITORIALES

► Demandes de Gironde Avenir

Dans un contexte budgétaire inédit :

- Mener un **audit sur l'ensemble des politiques volontaristes** et des dépenses de solidarité afin d'en évaluer le poids chapitre par chapitre
- La constitution d'une **commission** qui sera chargée de mener l'audit

Solidarités humaines

Le handicap, grande cause 2024 : une attente très forte du groupe Gironde Avenir depuis plusieurs années.

Un effet d'annonce de la part de la majorité ?

Jean-François EGRON, Vice-président en charge du handicap, affirmait face à Sud-Ouest le 11 janvier que « *l'effort sera à la hauteur de ce que l'Etat laisse aux collectivités* ».

Aussi, une incertitude plane sur le programme d'actions qui sera réellement mené cette année.

L'IMPÉRATIF DE SE RECENTRER SUR LES SOLIDARITÉS HUMAINES ET TERRITORIALES

Solidarités territoriales

➤ Demande de Gironde Avenir

- **Maintenir les dispositifs de soutien aux territoires les plus fragiles**, les projets faisant l'objet de financements croisés, notamment pour garantir les investissements girondins.

Il est urgent de **soutenir nos territoires**, notamment les plus fragiles ou les plus sinistrés, et d'œuvrer à leur développement économique.

◆ — FOCUS — ◆

L'exemple de **la centrale nucléaire du blayais** :

- Gironde Avenir soutient le territoire du blayais dans sa candidature pour l'accueil de 2 réacteurs de type EPR
 - Le groupe a déposé **une motion** lors de la plénière du 26 juin 2023, qui a été votée à 19 voix pour
-

RÉINTERROGER LES LOGIQUES DE DÉCENTRALISATION

➤ Demande de Gironde Avenir

Mettre fin à ce que l'on peut appeler **une politique de « gadgets »**, qui sont avant tout des outils de communication pour le Président du Département.

Deux exemples impensables dans le contexte actuel :

- Le **revenu autonomie** : une nouvelle version du revenu de base proposé en 2018, et rejeté par l'Assemblée nationale en 2019. Un dispositif très coûteux (études, panels,...) et techniquement difficile à réaliser
- La **Sécurité Sociale Alimentaire**

➤ Demande de Gironde Avenir

Se recentrer sur l'**essentiel** : des projets réalistes, au service des girondins, et qui voient réellement le jour



SORTIR D'UNE PERPÉTUELLE POSITION DE DÉNONCIATION DANS LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT

La Gironde ne doit pas se transformer en « *bunker* », en département leader d'une forme de fronde.

- **Le Pacte de Cahors, exemple emblématique** : une pénalité de 31 millions d'€ infligée au Conseil départemental suite au refus de l'exécutif de signer le Pacte
- **Loi immigration** : Gironde Avenir a pris acte de la décision du Conseil Constitutionnel de censurer les dispositions relatives au durcissement du versement de l'APA. Cependant, il convient de rappeler que la position initiale de Jean-Luc Gleyze de ne pas appliquer la loi votée aurait pu conduire à une mise en illégalité de l'instance départementale

Position de Gironde Avenir

Toujours modérer et refuser les positionnements excessifs, qu'ils viennent de la gauche ou de la droite.

REFONDER L'ARTICULATION DES RELATIONS AVEC LES AUTRES COLLECTIVITÉS

Adopter une position de frondeur ou d'opposition systématique n'est pas faire preuve de modernité. Les politiques publiques doivent être **le fruit d'une co-construction**. Aucune collectivité ne peut se targuer d'avoir une réponse seule, c'est l'esprit de la décentralisation qui prime désormais.

DEUX GRANDS POINTS DE VIGILANCE : UN MANQUE DE TRANSPARENCE ET UN CLIMAT SOCIAL DÉGRADÉ

Un **manque de transparence** envers l'opposition

► Demandes de Gironde Avenir

Être davantage **associé** au débat, et pouvoir **continuer à exercer** son rôle d'opposition en bénéficiant d'un **droit de transparence** sur nombre de sujets :

- Le budget communication de l'institution
- Des sujets plus techniques tels que le RSA et le nombre de fraude
- Ou encore le nombre de MNA accompagnés et financés par l'institution

Il est impératif de réinstaurer un véritable dialogue au sein de l'Assemblée départementale.

Un climat social **dégradé**

Gironde Avenir est inquiet quant à la dégradation du climat social, qui s'illustre par plusieurs éléments :

- Le licenciement de hauts cadres de l'administration départementale (la DGA en charge des Solidarités et le DGS ont été remerciés fin décembre dernier)
 - La dégradation des indicateurs sociaux :
 - 1 091 jours de grève recensés en 2022 VS 600 en 2021
 - Un taux d'absentéisme en hausse chez les fonctionnaires : + 5,5 jours entre 2021 et 2022, soit 31,1 jours annuels
-

STABILISER LA GOUVERNANCE DEPARTEMENTALE

Dans un contexte mouvant et incertain, **Gironde Avenir** souhaite qu'une stabilité des hauts cadres de l'administration soit assurée, pour garantir un pilotage continu et cohérent de notre institution.